

ETI ET PME : POUR UNE INNOVATION COMPÉTITIVE

Michel Destot

12/09/2011

La France entretient avec l'innovation un rapport trop frileux. C'est particulièrement vrai des PME et des ETI, qui concentrent la majorité des emplois mais ne représentent qu'une petite fraction des dépenses de recherche et développement. Pour remédier à cette situation, Michel Destot avance 17 propositions concrètes.

Il est temps de réconcilier la France avec l'innovation. La gauche, et particulièrement le Parti socialiste, parti du travail et du progrès, doit aujourd'hui se réapproprier la réflexion sur la croissance et cesser de laisser celle-ci à une droite qui serait forcément toujours mieux placée pour comprendre les grands enjeux du monde de l'entreprise. La gauche doit au contraire se montrer en mesure de produire une réflexion propre sur le sentier de croissance susceptible d'équilibrer l'économie et le social. Cela passe par un examen attentif des problématiques de l'innovation, et particulièrement dans les petites et moyennes entreprises qui, bien qu'elles emploient en France 66 % de la main d'œuvre, ne représentent toujours que 15 % des dépenses de recherche et développement (R&D). Pour encourager l'innovation des petites et moyennes entreprises et trouver là un nouveau gisement de croissance, la gauche ne manque pas d'atout. En se montrant sensible au facteur humain présent dans l'entreprise, plus particulièrement au statut et aux logiques innovantes des entrepreneurs, elle peut en effet apporter aux débats sur l'innovation une contribution originale autant que précieuse et les moyens de la favoriser. Les bénéfices de l'innovation sont multiples : elle permet de créer de nouvelles sources de croissance nécessaires à une possible redistribution sociale et à la hausse du niveau de vie, elle permet également de mettre en place des modes de production plus favorables au développement durable.

Pour favoriser l'innovation dans les petites et moyennes entreprises, la gauche doit avoir à cœur de se pencher sur le rôle et le statut de l'entrepreneur. Celui-ci a en effet un rôle clé, non seulement dans la découverte et la mise en œuvre de produits ou procédés innovants, mais également dans la création des conditions propices à l'émergence d'innovations.

La gauche doit aussi parvenir à encadrer la naissance et la pérennité des PME : l'essai se penche ainsi sur les différentes mesures prises ces dernières années pour favoriser le développement de

l'innovation au sein et en dehors de l'entreprise et interroge les réalisations et les limites des dispositifs. Mais il va plus loin en examinant les différents canaux de soutien aux PME et au développement de l'innovation au sein de celles-ci. Les dispositifs financiers doivent être diversifiés et renforcés : les banques doivent accepter de parier de façon plus volontariste sur les PME et les innovations qu'elles sont susceptibles de développer, le capital risque et les business angels doivent être encouragés et mieux encadrés.

Au-delà des dispositifs de soutien financier, il s'agit d'être en mesure de diffuser beaucoup plus largement la culture entrepreneuriale dans l'enseignement, et ceci à tous les niveaux, afin d'inculquer la culture du risque et de l'innovation aux futurs dirigeants de PME, et de sensibiliser la population au monde de l'entreprise dès le plus jeune âge.

Enfin, les démarches en réseau doivent être favorisées et le rôle de tous les acteurs institutionnels clarifié afin que se créent de vraies dynamiques favorables à la croissance des PME et au développement de l'innovation en leur sein.

L'essai présente dans ces trois dimensions (financière, culturelle et institutionnelle) des pistes de réflexion et des éléments de diagnostic, mais surtout des propositions concrètes et adaptées aux nombreux défis qu'ont à relever les ETI et les PME dans la mise en œuvre de stratégies innovantes.